

LA RÉPONSE DES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES À L'INVASION RUSSE DE L'UKRAINE ET LES RISQUES AUXQUELS ELLES SONT CONFRONTÉES

Ella Skybenko

Eastern Europe & Central Asia Senior Researcher & Representative

Vladyslava Kaplina

Eastern Europe & Central Asia Research Assistant



**Business & Human Rights
Resource Centre**

Diligence raisonnable en matière de droits de l'homme

- Principe 17 des Principes directeurs des Nations Unies – les entreprises doivent faire preuve de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme
- Considérant que le risque de violations des droits de l'homme est plus élevé dans les zones touchées par les conflits, les entreprises devraient mettre en œuvre une diligence raisonnable **renforcée**
- La diligence raisonnable renforcée ajoute une «sensibilité au conflit» à la diligence raisonnable «classique», qui aide les entreprises à comprendre la nature et les forces à l'origine du conflit.

Enquête auprès des entreprises sur la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme

- 400 entreprises qui opèrent et/ou investissent en Ukraine et/ou dans la Russie (23 françaises)
- 115 entreprises ont répondu (43 réponses complètes/partielles, 60 déclarations générales, 10 promesses de répondre)
- 2 ont refusé de répondre à l'enquête menée (Volkswagen et Continental)
- Le secteur le plus actif – technologies (19); pétrole et gaz (14); banques et finance (8).
- Géographie des réponses – américaines (30); allemandes (17) et japonaises (11)



Les résultats d'enquête

- Manque de compréhension et de mise en œuvre d'une due diligence raisonnable renforcée
- Aucune entreprise n'a indiqué la mise en œuvre d'une analyse du conflit dans ses opérations
- Il existe quelques pratiques positives parmi un petit nombre d'entreprises (création d'équipes multifonctionnelles, mise en place d'un système de vérification des clients)

24 May 2022

Briefing

Russian invasion of Ukraine: Analysis of companies' human rights due diligence

Carlsberg, Breweries, Ericsson, Henkel, Marubeni, SAP, ...

Russia, Ukraine

Sanctions, Human Rights Due Diligence

See all tags

Share

f t e

Privacy

Some big Indian businesses are joining the exodus from Russia

Renault sells Russia business and stake in Lada maker for 2 roubles

Yokohama latest tire maker to : production in Russia

Meta, Google & Twitter: Empresas de tecnologia aplicam sanções contra Rússia

Uniglo operator to close all stores in Russia as war continues

Google disables Maps traffic data in Ukraine to protect citizens

A Chinese telecom giant has suspended Russian operations and furloughed employees as sanctions bite: reports

Ukraine invasion: Visa, Paypal, Samsung, Puma and Zara parent company among the latest to halt business in Russia

Ericsson suspends all Russia operations indefinitely over Ukraine war

Bank of China's Singapore operation stops financing Russian oil trades: Source

Nestlé stops production and sales of non-essential goods in Russia

EY and Deloitte exit Russian operations over Ukraine invasion

Airbnb cancels all reservations in Russia and Belarus

What the Russia-Ukraine Crisis Means for Businesses

Company bows to pressure from shoppers, activists and political figures to suspend brands

Nokia announces the end of its activities in Russia, 2 000 emplois affectés

Rio Tinto vows to cut all ties with Russian businesses

Philip Morris, maker of Marlboro cigarettes, to exit Russia

Le programme d'importation parallèle

- Le programme d'importation parallèle vise à aider la Russie à contourner les restrictions d'approvisionnement imposées par les pays et les entreprises occidentales en réponse à l'invasion de l'Ukraine
- 79 entreprises contactées (5 françaises)
- 41 ont répondu (2 françaises – Michelin, TotalEnergies)
- La majorité des entreprises ont fourni des réponses générales, indiquant qu'elles mènent leurs activités conformément aux réglementations nationales et internationales en matière de sanctions.



La mobilisation partielle

- 143 entreprises qui continuent d'opérer en Russie ou ont cessé de travailler dans ce pays (16 françaises)
- 31 réponds, 1 promesse de répondre et 1 refus
- 7 ont déclaré que avoir demandé à exempter leurs salariés du service militaire (Bayer, Cargill, Ericsson, Novo Nordisk, Raiffeisen, Roche et SAP)
- 9 entreprises ont déclaré qu'elles fournissaient des biens/services essentiels et qu'elles continuaient donc leurs activités (Bayer, Cargill, Nestlé, Novartis, Novo Nordisk, Pfizer, Puratos, Roche et Unilever)
- La loi de mobilisation lie directement les entreprises à l'agression militaire russe contre l'Ukraine

12 Oct 2022 Story

Auchan, adidas, BP, Bayer, Bosch, ...

Food & beverage, Clothing & textile, Retail, Finance & banking, Manufacturing, General, ...

Europe & Central Asia, Belgium, United Kingdom, Iceland, Russia, Sweden, ...

Complicity, Divestment, Sanctions, Labour rights, Security issues & Conflict Zones, ...

See all tags

Share

f t e

Partial mobilisation in Russia: Companies' reaction to law that obligates businesses to assist with war mobilisation efforts



La nationalisation / expropriation

- Le décret récemment adopté autorise l'établissement d'un contrôle temporaire sur les actifs russes des entreprises étrangères
- La gestion externe est temporaire et signifie que le propriétaire initial n'a plus le droit de prendre des décisions de gestion
- Les entreprises *Unipro* et *Fortum* ont été les premières victimes. Plus tard, les actifs de *Danone* et de *Carlsberg* ont également été placés sous administration provisoire
- Ce décret ouvre la voie à la nationalisation des avoirs étrangers

УКАЗ ПРЕЗИДЕНТА РФ ОТ 25 АПРЕЛЯ 2023 Г. N 302 "О ВРЕМЕННОМ УПРАВЛЕНИИ НЕКОТОРЫМ ИМУЩЕСТВОМ"

ОБЗОР ДОКУМЕНТА

Предусмотрены ответные меры в случае изъятия российских активов за рубежом. В случае лишения России, а также российских юридических и физических лиц права собственности на имущество в недружественных странах, имущественных прав, ограничения этих прав или угрозы такого лишения (ограничения) вводится временное управление в отношении активов лиц из недружественных стран. Установлен перечень активов, в отношении которых вводится временное управление. В него включены принадлежащие зарубежным акционерам пакеты акций в ПАО "Юнипро" и ПАО "Фортум". Временным управляющим назначено Росимущество. Указ вступает в силу со дня его официального опубликования.

Rapport: The business of leaving: How multinationals can responsibly exit Russia

Un nouveau rapport de la coalition B4Ukraine « The business of leaving: How multinationals can responsibly exit Russia » examine les justifications de la poursuite des activités commerciales en Russie et suggère des moyens de les surpasser.



Les recommandations pour les entreprises

- Les entreprises devraient évaluer et revoir leur travail en Ukraine et/ou dans la Russie et dans les autres zones touchées par les conflits, en tenant compte d'une diligence raisonnable renforcée
- Si l'entreprise cause ou risque de causer un impact négatif, elle devrait prendre des mesures pour le faire cesser ou le prévenir, y compris ne pas s'impliquer du tout dans des situations de préinvestissement
- Si elle contribue ou risque de contribuer à un impact négatif, elle doit prendre des mesures pour cesser ou empêcher sa contribution et s'efforcer d'atténuer l'impact inévitable
- Si elle n'a pas contribué à l'impact, mais que cet impact est réellement ou potentiellement directement lié à ses opérations, produits ou services par le biais de ses relations commerciales, elle doit prendre des mesures pour prévenir et atténuer l'impact, dans toute la mesure du possible

Les recommandations pour les investisseurs

- Revoir leurs liens avec les entreprises qui continuent d'opérer en Russie. Il convient en particulier de déterminer si les sociétés dans lesquelles nous investissons sont directement liées et/ou si leur chaîne de valeur est exposée à l'influence de personnes physiques ou morales susceptibles de causer, de contribuer ou d'être directement liées aux violations des droits de l'homme en Ukraine.
 - Vérifier si les entreprises effectuent une diligence raisonnable renforcée en matière de droits de l'homme dans leurs portefeuilles, qu'elles décident de rester ou de quitter la Russie et/ou l'Ukraine.
 - Enfin, les entreprises dans lesquelles nous investissons devraient être encouragées, si elles décident de rester ou de quitter la Russie et/ou l'Ukraine, à éliminer les conséquences négatives de leur décision, conformément aux principes et normes énoncés dans les Principes directeurs des Nations Unies.
-

Merci beaucoup!

www.business-humanrights.org

skybenko@business-humanrights.org

kaplina@business-humanrights.org

Les liens utiles

1. L'enquête sur la diligence raisonnable renforcée - <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/russian-invasion-of-ukraine-what-companies-have-to-say-about-their-human-rights-due-diligence/>
 2. L'analyse d'enquête - <https://www.business-humanrights.org/en/from-us/briefings/business-response-to-the-russian-invasion-of-ukraine/>
 3. Le programme d'importation parallèle - <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/parallel-imports-to-russia-what-steps-companies-take-to-prevent-re-export-of-their-products-in-circumvention-of-sanctions/>
 4. La mobilisation - <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/partial-mobilisation-in-russia-companies-reaction-to-law-that-obligates-businesses-to-assist-with-war-mobilisation-efforts-2/>
 5. Autres publications utiles - <https://www.business-humanrights.org/en/big-issues/russian-invasion-of-ukraine/>
-